ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 28 décembre 1963, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les lois sur la milice et la loi organique de l'école militaire", a donné le 6 janvier 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 28e december 1963 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de dienstplichtwetten en van de organieke wet op de militaire school", heeft de 6e januari 1964 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi modifie certains articles des lois sur la milice et l'article 2 de la loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole militaire.

Les principales modifications concernent :

- la détermination des ressources à prendre en considération pour qu'un milicien puisse être reconnu indispensable soutien de famille;
- la situation des volontaires dont l'engagement est résilié après deux années de service.

+

INTITULE.

L'intitulé devrait être rédigé comme suit :

"Projet de loi modifiant les lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, et la loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole militaire".

DISPOSITIF.

Plusieurs articles du projet (les articles 1er, 3, 4, 5, 7, 9 et 10) proposent de modifier, dans les lois sur la milice, un mot ou un groupe de mots.

Le projet gagnerait en clarté si les dispositions modifiées des lois sur la milice étaient reprises intégralement.

.../...

Article 1er.

Il conviendrait de rédiger cet article comme suit :

"Article 1er.-

A l'article 3, § 4, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, dans la version française, les mots "l'homme" sont remplacés par les mots "le milicien".

Article 2.

Le liminaire de l'article 2 devrait être rédigé comme suit :

"Article 2.-

L'article 10, § 1er, 1°, alinéas 3 à 7, des mêmes lois coordonnées, est remplacé par les dispositions suivantes :

... (comme au projet) ... ".

Article 3.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 3.-

L'article 26, alinéa 2, dernière phrase, des mêmes lois coordonnées, est remplacé par la disposition suivante :

"Dans l'intervalle, l'autorité militaire peut, si le demandeur est en service, envoyer celui-ci en congé exceptionnel".

.../...

Article 4.

L'article 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 4.-

Dans l'article 67, 1°, des mêmes lois coordonnées, les mots "30 jours par an pour les officiers de réserve" sont remplacés par les mots "30 jours par an pour les militaires qui concourent à la formation du cadre des officiers de réserve".

Article 5.

L'article devrait être rédigé comme suit :

"Article 5.-

Dans l'article 71, §§ 1er et 2, des mêmes lois coordonnées, les mots "les hommes" sont remplacés par les mots "les miliciens".

Article 6.

L'article devrait être rédigé comme suit :

"Article 6.-

L'article 80, § 3, des mêmes lois coordonnées est abrogé".

Article 7.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 7.-

L'article 82, alinéa 2, des mêmes lois coordonnées, est remplacé par la disposition suivante :

"Il peut également obtenir, pour des motifs à apprécier par l'autorité militaire, un ou des congés exceptionnels d'une durée maximum de six mois; ces congés ne comptent pas comme service actif".

.../...

Article 8.

Le Conseil d'Etat a donné le 18 décembre 1963 son avis sur un projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs.

A l'occasion de l'examen de l'article 2 de ce projet, le Conseil d'Etat a été amené à examiner l'article 83 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, dont l'alinéa 4 a trait aux officiers et sous-officiers auxiliaires ainsi qu'aux candidats officiers et sous-officiers auxiliaires.

Il a fait au sujet de cet article l'observation suivante :

"L'article 2 du projet, qui modifie l'article 5 de la loi du 23 décembre 1955, soulève la question de l'application aux candidats officiers auxiliaires du chapitre VIII des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, et particulièrement de l'article 83 desdites lois.

La loi du 8 mars 1962, apportant des modifications aux lois sur la milice, a inséré dans l'article 83 desdites lois un alinéa qui a trait aux candidats officiers et sous-officiers auxiliaires ainsi qu'aux officiers et sous-officiers auxiliaires. Cet alinéa reprend en une seule disposition divers articles des lois du 23 décembre 1955 ayant trait à ces militaires.

Lors des travaux préparatoires de ces lois, il a été, à diverses reprises, précisé que l'engagement de ces militaires est étranger aux engagements et rengagements prévus par le chapitre VIII des lois sur la milice. La même précision est encore apportée dans l'exposé des motifs

.../...

du projet (exposé des motifs sous article 2). L'insertion dans l'article 83 des lois sur la milice d'une disposition ayant trait à ces militaires, ne peut s'expliquer que par la nécessité de fixer la classe de milice à laquelle doivent être rattachés les officiers et les sous-officiers auxiliaires ainsi que les candidats officiers et sous-officiers auxiliaires, pour la suite de leurs obligations militaires.

Il s'indiquerait, dès lors, afin d'éviter toute difficulté d'interprétation, de ne pas prévoir de disposition ayant trait à la résiliation de l'engagement du candidat officier et sous-officier auxiliaire et de l'engagement de l'officier et du sous-officier auxiliaire dans les lois sur la milice, mais de les faire figurer dans les lois relatives au statut de ces militaires".

Dans l'ignorance où il était qu'un projet de modification des lois sur la milice allait être soumis à son avis, le Conseil d'Etat a suggéré :

1° d'insérer dans les deux lois du 23 décembre 1955 une disposition prévoyant que, sur ce point, les membres du cadre auxiliaire sont soumis aux dispositions des lois sur la milice relatives au rattachement du volontaire de carrière à une classe de milice;

2° d'abroger l'article 83, alinéa 4, des lois sur la milice.

Comme le présent projet modifie les lois sur la milice et notamment l'article 83, il s'indiquerait de faire figurer la disposition abrogeant l'article 83, alinéa 4, non dans le projet modifiant la loi du 23 décembre 1955 mais dans le présent projet.

/

Compte tenu de cette observation, il est proposé de rédiger l'article 8 comme suit :

"Article 8.-

§ 1er. L'article 83, alinéa 2, des mêmes lois coordonnées est remplacé par les dispositions suivantes :

" Il en est de même ... (comme au projet) ...".

§ 2. L'alinéa 4 du même article est abrogé".

Article 9.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 9.-

L'article 98, § 1er, alinéa 1er, des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Les miliciens en service actif, les engagés et les rengagés volontaires, les volontaires de guerre, les militaires en congé illimité et les militaires rappelés sous les armes sont licenciés par réforme ensuite d'une décision d'inaptitude prononcée par une commission militaire d'aptitude et de réforme".

Article 10.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 10.-

Dans l'article 99, alinéa 1er, des mêmes lois coordonnées, les mots "en congé sans solde de durée indéterminée" sont remplacés par les mots "en congé de durée indéterminée".

.../...

Article 11.

L'article 11 du projet modifie l'article 2 de la loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole militaire.

Le Conseil d'Etat a attiré l'attention du Gouvernement et des Chambres législatives sur les adaptations à apporter à la loi du 18 mars 1838 dans son avis relatif au projet qui devint la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve (session 1956-1957, Chambre des Représentants, Doc. parl. n° 681/1, page 37).

Il a également attiré l'attention du Gouvernement sur certaines modifications qu'il y aurait lieu d'apporter à cette loi afin que la légalité de certaines dispositions réglementaires ne puisse être critiquée.

La disposition de l'article 11 du projet trouverait mieux sa place dans un projet de loi qui modifierait la loi du 18 mars 1838.

Article 12.

Cet article fait mention de ressources "d'une année civile antérieure à celle de l'entrée en vigueur de la loi au 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus".

La loi en question a été publiée le 1er décembre 1962 et est entrée en vigueur dans les délais légaux, encore qu'elle n'ait été déclarée applicable qu'aux diverses dates prévues à l'article 88 de cette loi. Il en résulte que "une année civile antérieure à celle de l'entrée en vigueur de la loi" est l'année 1961. Telle n'est cependant pas

/

l'intention du Gouvernement : il s'agit manifestement des années 1962 ou antérieures. Pour éviter toute équivoque, il serait préférable d'écrire : " ... se référer aux ressources des années civiles 1962 ou antérieures, il serait fait application ... ".

Het ontwerp van wet wijzigt een aantal artikelen van de dienstplichtwetten en artikel 2 van de organieke wet van 18 maart 1838 op de militaire school.

De voornaamste wijzigingen betreffen :

- de bepaling van het inkomen dat in aanmerking moet worden genomen opdat een dienstplichtige als kostwinner kan worden erkend;
- de toestand van de vrijwilligers "wier dienstneming verbroken werd" na twee jaar dienst.

+

OPSCHRIFT.

Het opschrift zou als volgt moeten worden gelezen :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, en van de organieke wet van 18 maart 1838 op de militaire school".

ARTIKELEN.

Een aantal artikelen van het ontwerp (1,3,4,5, 7,9 en 10) wijzigen in de dienstplichtwetten een of meer woorden.

Het ontwerp zou aan duidelijkheid winnen indien de gewijzigde bepalingen van de dienstplichtwetten integraal werden herhaald.

.../...

Artikel 1.

Men leze de Franse versie van dit artikel als volgt :

"Article 1er.-

A l'article 3, § 4, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, dans la version française, les mots "l'homme" sont remplacés par les mots "le milicien".

Artikel 2.

De inleidende volzin van artikel 2 moet als volgt worden gelezen :

"Artikel 2.-

Artikel 10, § 1, 1°, derde tot zevende lid, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepalingen vervangen :

... (zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 3.

Dit artikel leze men als volgt :

"Artikel 3.-

Artikel 26, tweede lid, laatste volzin, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Ondertussen kan de militaire overheid de aanvrager, zo deze reeds dienst doet, met uitzonderingsverlof zenden".

.../...

Artikel 4.

Dit artikel kan beter als volgt worden gelezen:

"Artikel 4.-

In artikel 67, 1°, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden "30 dagen per jaar voor reserve-officieren" vervangen door de woorden "30 dagen per jaar voor de militairen die medewerken aan de vorming van het kader der reserve-officieren".

Artikel 5.

Het artikel zou als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 5.-

In artikel 71, §§ 1 en 2, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden "de manschappen" vervangen door de woorden "de dienstplichtigen".

Artikel 6.

Het artikel zou als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 6.-

Artikel 80, § 3, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt opgeheven".

Artikel 7.

Het artikel kan beter als volgt worden gelezen:

"Artikel 7.-

Artikel 82, tweede lid, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Hij kan insgelijks, om redenen ter beoordeling van de militaire overheid, één of meer uitzonderingsverloven bekomen, waarvan de totale duur niet meer dan zes maanden mag bedragen; zulke verloven worden niet als werkelijke dienst gerekend".

Artikel 8.

De Raad van State heeft op 18 december 1963 advies gegeven over een ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren.

Bij artikel 2 van dat ontwerp diende de Raad van State ook een onderzoek te wijden aan artikel 83 van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, waarvan het vierde lid betrekking heeft op de hulpofficieren en -onderofficieren en op de kandidaat-hulpofficieren en -onderofficieren.

Hij heeft daar het volgende opgemerkt :

"Artikel 2 van het ontwerp wijzigt artikel 5 van de wet van 23 december 1955. Het brengt het probleem van de toepassing van hoofdstuk VIII, vooral artikel 83, van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten op de kandidaat-hulpofficieren aan de orde.

De wet van 8 maart 1962, houdende wijzigingen in de dienstplichtwetten, voegt in artikel 83 van die wetten een alinea in betreffende de kandidaat-hulpofficieren en -hulponderofficieren en betreffende de hulpofficieren en onderofficieren. In die alinea wordt van verschillende, die militairen betreffende artikelen uit de wetten van 23 december 1955 één bepaling gemaakt.

.../...

Tijdens de parlementaire voorbereiding van die wetten is er herhaaldelijk op gewezen, dat de dienstverbintenis van deze militairen iets geheel anders is dan de dienstneming en wederdienstneming waar hoofdstuk VIII van de dienstplichtwetten over handelt. De memorie van toelichting bij het ontwerp legt hierop (onder artikel 2) nogmaals de nadruk. Het opnemen van een bepaling betreffende die militairen in artikel 83 van de dienstplichtwetten is alleen hieruit te verklaren, dat het noodzakelijk was vast te stellen aan welke militieklasse de hulpofficieren en -onderofficieren en de kandidaat-hulpofficieren en -hulponderofficieren voor hun verdere militieverplichtingen moesten worden verbonden.

Om alle interpretatiemoeilijkheden te vermijden, ware het dan ook beter, in de dienstplichtwetten geen bepaling op te nemen betreffende de verbreking van de dienstneming van kandidaat-hulpofficieren en -hulponderofficieren en van de dienstneming van de hulpofficieren en -onderofficieren,maar ze in te voegen in de wetten tot regeling van dezer statuut".

Niet wetend dat hem een ontwerp tot wijziging van de dienstplichtwetten voor advies zou worden voorgelegd, heeft de Raad van State in overweging gegeven :

1° in de twee wetten van 23 december 1955 een bepaling in te voegen die zegt, dat hetgeen in de dienstplichtwetten is voorgeschreven betreffende de militieklasse van de beroepsvrijwilligers, ook voor de leden van het hulpkader geldt;

2° artikel 83, vierde lid, van de dienstplichtwetten op te heffen.

.../...

Nu het onderhavige ontwerp de dienstplichtwetten inzonderheid artikel 83 wijzigt, zou de bepaling tot opheffing van artikel 83, vierde lid, niet in het ontwerp tot wijziging van de wet van 23 december 1955, maar in het onderhavige moeten worden opgenomen.

Met inachtneming van deze opmerking wordt voorgesteld artikel 8 als volgt te lezen :

"Artikel 8.-

§ 1. Artikel 83, tweede lid, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Hetzelfde geldt ... (zoals in het ontwerp) ..."

§ 2. Het vierde lid van hetzelfde artikel wordt opgeheven".

Artikel 9.

Dit artikel kan beter als volgt worden gelezen

"Artikel 9.-

Artikel 98, § 1, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling ve: vangen :

"De dienstplichtigen in werkelijke dienst, vrijwillig dienstnemenden en wederdienstnemenden, de oorlogsvrijwilligers, de militairen met onbepaald ve: en de onder de wapenen teruggeroepen militairen word bij reform ontslagen ingevolge een beslissing van or schiktheid uitgesproken door een militaire commissi zake geschiktheid en reform".

Artikel 10.

Dit artikel zou als volgt moeten worden gelezen:

"Artikel 10.-

In artikel 99, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden "voor onbepaalde tijd met verlof zonder soldij" vervangen door de woorden "voor onbepaalde tijd met verlof".

Artikel 11.

Artikel 11 van het ontwerp wijzigt artikel 2 van de organieke wet van 18 maart 1838 op de militaire school.

In zijn advies over het ontwerp dat de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren geworden is (Kamer van Volksvert., zitting 1956-1957, Gedr. St., nr 681/1, blz. 37), heeft de Raad van State de Regering en de Wetgevende Kamers gewezen op de aanpassingen welke de wet van 18 maart 1838 diende te ondergaan.

Ook werd de aandacht van de Regering gevestigd op sommige wijzigingen welke in die wet zouden moeten worden aangebracht opdat de wettigheid van sommige verordeningsbepalingen niet kan worden betwist.

De bepaling van artikel 11 van het ontwerp zou beter op haar plaats zijn in een ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 18 maart 1838.

.../...

Artikel 12.

In dit artikel is sprake van inkomsten "van een kalenderjaar voorafgaand aan het jaar waarin de wet van 20 november 1962 houdende hervorming van de inkomstenbelastingen, in werking is getreden".

Die wet is 1 december 1962 bekendgemaakt en is binnen de wettelijke termijnen in werking getreden, ofschoon zij eerst van toepassing wordt op de verschillende data die in artikel 88 van die wet zijn opgegeven. Het "kalenderjaar voorafgaand aan het jaar waarin de wet in werking is getreden" is dus 1961. De Regering denkt echter niet daaraan maar kennelijk aan 1962 of vorige jaren. Om misverstand te voorkomen, leze men : "... steunen op de inkomsten van het kalenderjaar 1962 of van de daaraan voorafgaande kalenderjaren, dienen zij ...".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

P. ANSIAUX, assesseurs de la section de législation,
P. DE VISSCHER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, substituut.

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.